



Le Quotidien Numérique d'Afrique

du lundi 15 mai 2017
7 Jrs/7

N°390

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 20..

Université de Koudougou
La capitale de l'électronique offre
une formation en informatique
gratuitement à ses clients

Page 4



Accident mortel dans le Parc National de Pô dit Parc National Kaboré TAMBI : 18 morts et Quatre blessés

Page 6



Place des observatoires dans le système résistant et pérenne pour la santé : Le RAME interpelle les autorités

Page 2



Vie de parti: Le MPP forme ses militants à la démocratie et au programme gouvernemental

Page 7



Place des observatoires dans le système résistant et pérenne pour la santé : Le RAME interpelle les autorités

Région du Centre



Cet atelier se veut un espace pour interpeller les décideurs à prendre en compte le financement des observatoires dans la demande de subvention du fonds mondial.

Le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) a organisé un atelier de plaidoyer ce samedi 13 mai 2017 à Ouagadougou. Cette rencontre placée sous la présidence du ministre de la santé vise à faciliter l'intégration des observatoires communautaires dans les subventions en cours d'élaboration pour le Fonds mondial au Burkina, en Guinée et au Niger.

Les systèmes de santé en Afrique de l'Ouest présentent des insuffisances qui limitent l'accès aux soins par les populations malgré les multiples efforts consentis par

le Fonds mondial ces dernières années. Fort de ce constat, les organisations communautaires de l'Afrique de l'Ouest ont mis en place des dispositifs de veille citoyenne sur les politiques de santé. C'est donc pour convaincre les différents acteurs surtout les autorités sanitaires, à l'intégration des observatoires dans les financements du Fonds mondial que le RAME avec les autres organisations partenaires ont initié cet atelier de plaidoyer. Cet atelier qui a pour but principal la prise en compte des observatoires dans les financements du Fonds mondial, devra sans doute Obtenir l'engagement des autorités sanitaires pour la mise

en compte des observatoires dans les financements stables.

Pour atteindre ses objectifs, le RAME peut compter sur l'appui du ministre de la santé. C'est ce qu'a laissé entendre le Secrétaire général du ministère de la santé, Dr Robert Kargougou, « l'initiative du Réseau d'accès aux médicaments essentiels constitue une gageure pour le ministère de la santé et nous allons travailler à ce que nous puissions faire un plaidoyer efficace pour que dans le mécanisme du financement du fonds mondial, la base de financement à la société civile puisse être augmenter ».

Cette dynamique des observatoires est en phase avec la nouvelle

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

stratégie 2017-2022 du Fonds Mondial, dont l'un des objectifs est de mettre en place des systèmes résistants et pérennes pour la santé.

Le RAME a bénéficié d'un accompagnement du ministère des affaires étrangères française à travers son initiative 5% qui a permis de renforcer un observatoire au Burkina et d'implanter deux autres au niveau du Niger et de la Guinée. Ce financement était pour trois ans et doit prendre fin en septembre 2017. Le Burkina est actuellement engagé dans l'élaboration des demandes de financement au Fonds mondial. Pour Simon Kaboré, Directeur exécutif du RAME, le Fonds mondial est aujourd'hui le principal financeur de nos jours à plus de 80% en matière de lutte contre le VIH, Paludisme et tuberculose. « Nous voulons faire ce plaidoyer afin que cette dynamique d'élaboration de la demande au fonds mondial intègre les observatoires afin que nous puissions avoir les ressources nécessaires pour continuer à renforcer cet outil qui aide les décideurs à prendre les décisions les plus idoines pour améliorer la santé de nos populations »

En prélude à cet atelier de plaidoyer, les participants venus de la Guinée, du Niger et du Burkina s'étaient penché sur le bilan des observatoires dans les trois pays. Ils espèrent qu'au sortie de cet atelier, des perspectives seront dégagées afin d'œuvrer à l'intégration des observations dans le renforcement du système de santé.

En rappel, le RAME a été créé en juin 2003. Il a pour objectif de contribuer à lever les barrières qui peuvent bloquer l'accès des malades aux médicaments essentiels.

Alfred KAM/Rédaction SC Info



Les participants venus du Burkina, de la Guinée et du Niger ont suivi avec beaucoup d'intérêt le discours du ministre.



Un engagement a été pris par le ministère de la santé pour accompagner les observatoires à atteindre leurs objectifs, dicit Dr Kargougou Robert, SG représentant le ministre de la santé.



Simon Kaboré Directeur exécutif du RAME.

UNIVERSITÉ

Université de Koudougou La capitale de l'électronique offre une formation en informatique gratuitement à ses clients

Région du Centre-Ouest



Photo de famille avec les participants.

L'entreprise d'électronique dénommée la capitale de l'électronique a offert une formation en informatique à ses clients le samedi 29 avril à l'Université de Koudougou. Cette formation a été un succès qui témoigne de la qualité des services offerts par l'entreprise.

Etudiant en fin de cycle en Science Economique et Gestion, Moumouni Ouedraogo est Directeur Général de la capitale de

l'électronique. C'est dans le but de permettre à ses clients, composés majoritairement d'étudiants et d'élèves stagiaires de mieux connaître l'outil informatique que la capitale de l'électronique a offert gracieusement une formation en informatique. Cette formation a concerné des modules sur des éléments de la bureautique notamment le clavier, Word et Excel. Pour le formateur, Joël Zabsonré, il s'agissait d'une initiation, c'est-à-dire donner aux participants les

bases de l'informatique. Pendant 6h d'horloge les participants ont suivi avec un grand intérêt cette formation. Au terme de la formation un double sentiment de gratitude et de satisfaction animait les participants. C'est l'exemple de Mme Kinda Collette, enseignante en formation à l'Ecole Normale Supérieur qui avoue : « Nous remercions la capitale de l'électronique d'avoir eu cette idée géniale de nous former. La méconnaissance de ces logiciels

La suite à la page 5

UNIVERSITÉ

La suite de la page 4

était une épine au pied. Cette formation vient à point nommé dans la mesure où elle nous permettra de nous familiariser avec l'outil informatique. » Il en est de même chez Youl Seydou élève stagiaire à l'ENS: « Nous remercions la capitale de l'électronique pour la formation. Tout s'est bien passé. Aucune formation n'est innocente. Toute formation apporte un plus. »

Par ailleurs cette formation est une première de cette jeune entreprise. En effet, la capitale de l'électronique n'a que 4 mois d'existence et a été créée par un étudiant en économie du nom de Ouédraogo Moumouni. Elle s'investit dans le commerce de smartphone, de tablette, d'ordinateur portable et de bureau ainsi que des accessoires informatiques. Elle développe également et fait la promotion des plateformes électroniques. Il s'agit de la plateforme dénommée campus info qui permet la diffusion massive de 5000 messages en moins d'une minute. Elle a été conçue pour permettre aux étudiants de recevoir leur programme hebdomadaire moyennant une contribution de 200f le mois ou 500f le trimestre. Elle fait également la promotion de la plateforme Dounia contacts qui est un annuaire des entreprises et des experts 24h sur 24. La capitale de l'électronique mise plus sur l'aspect social par un service de qualité et assure un service après-vente à ses clients. Le rêve de cette entreprise est de permettre à tous les étudiants et à la population de Koudougou l'accès facile aux outils informatiques.

Prince Omar pour SC Info



Moumouni Ouedraogo DG de la Capital de l'Electronique.

Communiqué

Insécurité à Ouagadougou : Un policier tué par deux individus se déplaçant sur une moto 135

La Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale communique:

Deux individus se déplaçant sur une moto 135 de couleur bleu blanc ont atteint mortellement un policier à l'aide d'une arme à feu dans la nuit du 12 au 13 mai 2017 entre 1h et 2h du matin dans le quartier katre yaare. La réplique d'un collègue a permis d'atteindre un des assassins à trois niveaux.

Ce dernier chercherait activement des soins ou aurait succombé. La Police Nationale sollicite la collaboration active de la population. Pour toute information, appeler le 17, le 10 10 ou aviser le service de police le plus proche.

La Police Nationale, une force publique au service des citoyens

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale

ACTU RÉGION

Accident mortel dans le Parc National de Pô dit Parc National Kaboré TAMBI : 18 morts et Quatre blessés

Pô



Une délégation gouvernementale conduite par le Ministre de la santé Monsieur Professeur Nicolas Médard présent sur les lieux.



Deux convoyeurs se trouvant dans la remorque pour veiller sur les animaux ils sont sortis indemnes.

Il est 5h55 minutes environs, nous sommes à 21 km sur l'axe Pô Ouagadougou ; ce vendredi 12 mai est particulier. Un accident indescriptible s'est produit à un double virage entre un camion transportant des bœufs et un mini bus de transport communément appelé véhicule « dina » a fait dix huit (18) morts et quatre blessés.

Un vendredi pas comme les autres, les passagers, une vingtaine environs s'apprêtaient à traverser la forêt, déjà les rayons du soleil qui s'annoncent à l'horizon

La suite à la page 7

POLITIQUE

La suite de la page 6

étaient chargé d'espoir et de nombreux projets à accomplir. Ainsi dans l'incertitude à 21 km de Pô, ce mini bus s'est encastré dans le camion sans échappatoire possible. A gauche comme à droite les précipices d'un pont. Les autorités régionales, provinciales, communales de Pô dans le Nahouri et Nobéré dans le Zoundwéogo, celles coutumières et religieuses ont accompagné

les populations du levé du jour jusqu'à l'enterrement vers 13h absorbant ainsi les rayons solaires et supportant la soif. On note la présence d'une forte délégation gouvernementale conduit par le Ministre de la santé Monsieur Professeur Nicolas Médard.

Sur les quatre blessés transportés au district sanitaire de Pô, deux ont été évacués sur Ouagadougou dont le chauffeur du camion dans

un état critique. Quant aux autres occupants du camion à savoir l'apprenti et deux convoyeurs se trouvant dans la remorque pour veiller sur les animaux ils sont sortis indemnes (voir photo 2).

Donald Duwani pour SC Info

Vie de parti: Le MPP forme ses militants à la démocratie et au programme gouvernemental

Région du Centre

Ouagadougou, le 13 mai 2017 (AIB) Le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP, au pouvoir) a initié, ce samedi à Ouagadougou, une formation de ses militants sur des notions de «démocratie et représentation» et sur le nouveau référentiel de développement du Burkina Faso, a constaté l'AIB, dans la capitale burkinabè.

«Cette formation entre dans le cadre du renforcement des capacités de nos militants qui sont des acteurs de demain», a déclaré le Directeur général (DG) du Centre international de formation politique Kwame Nkrumah, Dr Emile Paré, par ailleurs, secrétaire à la formation politique et civique du MPP.

Il a expliqué qu'en 2016, le parti au pouvoir a eu des relations avec la Fondation allemande Friedrich Ebert qui «appuie le MPP techniquement, matériellement et financièrement pour que nos militants soient bien formés».

Dr Paré fait sien, l'adage selon lequel un parti n'est valable que si ses militants sont politiquement bien formés et ont une orientation claire de la marche du parti et de l'État.

«La Fondation a eu à nous aider à former nos militants en 2016. Nous avons eu à former près de 385 militants du parti. Elle a voulu nous aider à donner une autre formation qui va s'étaler le long de l'année 2017», a-t-il expliquer.

Et d'ajouter que cette formation a eu pour objet

principal le renforcement de capacité des militants sur la démocratie et la représentation.

«La question de la démocratie est une quête permanente pour les pays africains dont le Burkina Faso », a argumenté Emile Paré.

A l'entendre, le parti a voulu que les militants puissent également discuter pour savoir quelles peuvent être leur contribution dans le succès de la mise en œuvre du Plan national du développement économique et social (PNDES), le nouveau référentiel de développement au Burkina Faso.

«Le PNDES est un programme gouvernemental, mais le MPP en tant que parti au pouvoir, doit savoir quelle est la place des militants pour la réussite de ce

La suite à la page 8

POLITIQUE

La suite de la page 7



Cette formation a eu pour objet principal le renforcement de capacité des militants sur la démocratie et la représentation.

programme», a confié Dr Paré. faut-il au Burkina Faso ? de toutes les provinces du pays.

Selon lui, ce module a été assuré par le Dr Mathias Somé, Directeur à la présidence du Faso, chargé du suivi et de la mise en œuvre du programme présidentiel.

Quant au module sur la «démocratie et la représentation», il a été assuré par Mamata Tiendrébéogo, une militante du MPP. Ledit module a permis de répondre à la question de savoir : Quel type de démocratie

Pour le DG du Centre international de formation politique Kwame Nkrumah, cette formation précise est très importante dans la perspective d'élaboration de la Constitution de la 5^e République.

Les militants du MPP formés sont constitués essentiellement des secrétaires généraux du parti, des 45 provinces du Burkina Faso aux quels l'on a associé les secrétaires à la formation politique du parti

De l'avis de secrétaire à la formation politique et civique du MPP, il s'agit du summum des représentants du parti dans les provinces qui devraient, à leur tour, restituer la formation reçue au niveau des structures décentralisées.

Agenced'information du Burkina

Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le ministre en charge de la Communication sollicite les conseils et les bénédictions des autorités coutumières et religieuses de la ville de Kaya

Région du Centre



Rémis Fulgance Dandjinou, a rendu une visite de courtoisie aux autorités coutumières et religieuses de la ville de Kaya.

En marge de la Journée nationale du paysan (JNP), le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, a rendu une visite de courtoisie aux autorités coutumières et religieuses de la ville de Kaya, ce 11 mai 2017.

Tour à tour et sous une pluie battante, le ministre Dandjinou, accompagné de la secrétaire générale du ministère, Hortense Zida et de la Directrice générale de la

Société burkinabè de télédiffusion (SBT), Kadidia Savadogo, est allé saluer Naaba Koom du Sanmatenga, les responsables de la communauté musulmane, protestante et catholique de Kaya.

A ces autorités, le ministre en charge de la Communication a souligné qu'il veut consacrer la journée du 11 mai 2017 à la visite des organes de presse de la ville de Kaya ainsi que la station de diffusion de la SBT. Mais, a-t-il relevé, il sied, avant tout, de rendre hommage aux autorités coutumières et religieuses de la

ville et solliciter leurs conseils et bénédictions. Il les a remerciées pour leurs actions qui contribuent au renforcement de la paix et de la cohésion sociale au Burkina Faso.

A chaque étape, le travail abattu par les femmes et hommes de médias burkinabè a été salué par les autorités coutumières et religieuses de la ville de Kaya. En effet, pour elles, l'information, surtout celle bien traitée, est une denrée indispensable à la bonne marche de la société. Cependant, les autorités coutumières et religieuses de Kaya

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9



A chaque étape, le travail abattu par les femmes et hommes de médias burkinabè a été salué par les autorités coutumières et religieuses de la ville de Kaya.

ont invité les journalistes à faire appel à leur responsabilité sociale, en faisant le tri entre l'information qui est utile, constructive et celle qui peut mettre une Nation en péril. Raison pour laquelle les autorités coutumières et religieuses ont encouragé et fait des bénédictions afin que le ministre en charge de la Communication puisse réussir sa mission.

Le ministre Dandjinou a rassuré les autorités coutumières et religieuses de Kaya en notant que les hommes et femmes de médias burkinabè sont conscients de leur rôle, même s'il arrive quelque fois qu'il y ait des dérives par manque de formation. Il a promis poursuivre des efforts de sensibilisation et de formation au profit des journalistes afin que les uns et les autres soient plus conscients de leur rôle. M. Dandjinou saisi l'opportunité pour inviter les autorités coutumières et religieuses à contribuer à la sensibilisation



Le ministre Dandjinou a rassuré les autorités coutumières et religieuses de Kaya en notant que les hommes et femmes de médias burkinabè sont conscients de leur rôle.

des citoyens sur l'importance de la liberté d'expression, ses avantages et les effets perverses liés à la liberté d'expression dénuée de tout respect des valeurs qui fonde le vivre - ensemble et la cohésion sociale.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Diplomatie : l'Ambassadeur du Japon est en fin de Mission au Burkina Faso

Région du Centre



La cérémonie présidée par le Ministre d'Etat, Ministre de la sécurité Monsieur Simon COMPAORE a connu la participation du corps diplomatique accrédité au Burkina Faso et des membres du gouvernement.

Le mercredi 10 mai 2017, le gouvernement a organisé une cérémonie d'au revoir en l'honneur de Monsieur Masato FUTAISHI, Ambassadeur Extraordinaire et plénipotentiaire du Japon au Burkina Faso.

La cérémonie présidée par le Ministre d'Etat, Ministre de la sécurité Monsieur Simon COMPAORE a connu la participation du corps diplomatique accrédité au Burkina Faso et des membres du gouvernement. Après 4 années de service bien rempli au pays des hommes intègres, le diplomate nippon s'apprête à rentrer dans son pays pour faire valoir ses droits à la retraite. Au cours de la cérémonie l'ambassadeur FUTAISHI a été



Au cours de la cérémonie l'ambassadeur FUTAISHI a été élevé au grade d'officier de l'ordre national burkinabè.

élevé au grade d'officier de l'ordre national burkinabè. Le corps diplomatique et le gouvernement ont remis également des présents symboliques au diplomate nippon.

DCPM/Affaires étrangères

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Communiqué de presse

Région du Centre



D'un coût global estimé à 19 503 000 000 FCFA, ce programme est élaboré en collaboration avec la Banque Mondiale, le CILSS, le FIDA et l'ALG dans le cadre du DVPER.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Madame Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI et le Président de la Banque Islamique de Développement (BID), Monsieur Bandar Al HAJJAR, ont procédé le 11 mai 2017 à Djeddah au royaume d'Arabie Saoudite, à la signature d'une part, d'un accord de prêt sur les ressources ordinaires et d'autre part, de trois accords composé d'un service Ijarah,

d'un istisna'a et d'une vente à tempérament qui est un financement mixte composé de ressources ordinaires de la BID et de Dons pour le financement durable du pastoralisme dans le sahel – fonds de la vie et de subsistance.

D'un coût global estimé à 19 503 000 000 FCFA, ce programme est élaboré en collaboration avec la Banque Mondiale, le CILSS, le FIDA et l'ALG dans le cadre du

DVPER. Ce projet entre dans le cadre de la politique nationale de développement du secteur de l'élevage (PNDEL) et du programme national du secteur rural (PNSR). Il s'exécute sur cinq (05) ans et aura pour objet l'amélioration de l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agropasteurs de l'ensemble des régions du Burkina Faso.

L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration de la

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12



L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration de la production animale pour accroître les revenus et réduire l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel.

production animale pour accroître les revenus et réduire l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles, à l'accès aux marchés et à un contrôle accru des maladies transfrontalières du bétail.

Le programme bénéficiera directement à près de 300 000 pasteurs et agro-pasteurs dans les six régions d'interventions du projet : boucle du Mouhoun, Cascades, Est, Hauts- Bassins, Sahel et Nord. Les principaux indicateurs d'impact et de niveau de résultats attendus sont

:- la hausse de la consommation du lait par habitant, qui passera de 16,67 kg à 18,34 kg par an d'ici à 2030;- l'accroissement de 10% par rapport aux niveaux de base, du budget des ménages grâce à la contribution du secteur de l'élevage;- l'accroissement de 20% des effectifs de petits ruminants engrainés et vendus par année;- l'installation de services de microfinance au profit de 30 000 opérateurs de la chaîne de valeurs;- la réduction de 30% du nombre de conflits entre les pasteurs et

les agriculteurs ;- la réduction de 25 % de la distance moyenne entre les points d'eau sur les pistes de transhumance ciblées;- l'augmentation à hauteur de 150 000ha sur l'ensemble des trois pays, des parcours avec des pratiques de gestion durable des terres.

Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement

ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN
Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Education nationale dans la région du Centre : les deux nouveaux directeurs régionaux installés dans leurs fonctions

Région du Centre

La secrétaire générale de la région du Centre, madame Alizèta Sawadogo, a procédé le lundi 08 mai 2017 à Ouagadougou, à l'installation officielle des deux nouveaux directeurs régionaux. C'était en présence des directeurs provinciaux et de nombreux invités.

Nommés respectivement en conseil des ministres du 31 mars 2017 et du mercredi 26 avril 2017, le nouveau Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire (DREPS), monsieur Bonaventure Meda et la nouvelle Directrice régionale de l'éducation préscolaire, primaire et non formelle (DREPPNF), madame Germaine Kaboré ont été officiellement installés dans leurs fonctions le 08 mai 2017 par la secrétaire générale de la région du Centre, madame Alizeta Sawadogo.

A l'endroit des autorités du MENA, les deux nouveaux directeurs régionaux ont promis de travailler en synergie pour l'atteinte des objectifs assignés au département de l'éducation nationale et de l'alphabétisation.

Ils ont par ailleurs, invité leurs collaborateurs à les accompagner et à les soutenir dans l'accomplissement de leur nouvelle mission.



La secrétaire générale de la région du Centre, madame Alizèta Sawadogo, a procédé le lundi 08 mai 2017 à Ouagadougou, à l'installation officielle des deux nouveaux directeurs régionaux.



le nouveau Directeur régional des enseignements post-primaire et secondaire (DREPS), monsieur Bonaventure Meda.



la nouvelle Directrice régionale de l'éducation préscolaire, primaire et non formelle (DREPPNF), madame Germaine Kaboré.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Mot de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques à l'occasion de la 20e édition de la Journée Nationale du Paysan (JNP)

Région du Centre-Nord



Malgré ses insuffisances, la JNP s'est labélisée grâce à la régularité des éditions, soutenue par la volonté politique et l'adhésion des acteurs directs.

De Léo 93 à Kaya 2017, vingt (20) éditions de la Journée Nationale du Paysan (JNP) se sont succédé. La 20e édition de la JNP se tient du 11 au 13 mai 2017 à Kaya, sous le thème : « Journée Nationale du Paysan : 20 ans d'existence, bilan et perspectives ». Le temps est venu pour les acteurs du monde rural de mener une introspection de l'existence de notre grand-messe.

Pour commencer cet exercice, marquons une halte sur les faiblesses de l'évènement : l'absence de structure pérenne (secrétariat

permanent) chargée du suivi de ses actions, des engagements et recommandations, la faiblesse du budget au regard de son envergure, les insuffisances dans la formulation des engagements, l'absence de ressources spécifiques consacrées à la mise en œuvre des décisions prises. Malgré ses insuffisances, la JNP s'est labélisée grâce à la régularité des éditions, soutenue par la volonté politique et l'adhésion des acteurs directs. En outre, la JNP peut être créditée d'une bonne dose d'inclusion : elle prend en compte l'ensemble des filières agro-sylvo-pastorales, halieutiques et fauniques,

implique les acteurs à travers les foras régionaux et s'efforce de respecter son caractère tournant dans les différentes régions. En somme, l'impact positif de la JNP sur le secteur sylvo-agro-pastoral, halieutique et faunique n'a eu de cesse de se confirmer tout au long des 19 précédentes éditions. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer l'évaluation des engagements pris et des recommandations adressées aux acteurs. A titre illustratif, à la 19e édition tenue du 28 au 30 avril 2016 à Tenkodogo, les producteurs avaient recommandé au Gouvernement, entre autres : la création d'une banque agricole

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15



A l'heure du bilan, soulignons : les actionnaires de la Banque agricole sont déjà connus et son opérationnalisation est imminente.

adaptée aux besoins des acteurs, la subvention des prix des intrants agricoles, l'appui à la création d'unités de transformation des produits agricoles, le renforcement des infrastructures de commercialisation des produits agricoles. Ils avaient également souhaité l'adoption du Code des investissements agricoles et l'implication des acteurs non étatiques dans l'élaboration et la mise en œuvre du Programme national du secteur rural (PNSR2). A l'heure du bilan, soulignons : les actionnaires de la Banque agricole sont déjà connus et son opérationnalisation est imminente. Les intrants agricoles ont été subventionnés à hauteur de 13 milliards de francs CFA au profit des producteurs au cours de la campagne 2016-2017. S'agissant du soutien à l'entrepreneuriat agricole, on



Quant au Code des investissements agricoles, un projet de loi y relatif a déjà été soumis à l'appréciation du Conseil des ministres.

La suite à la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

peut relever la formation de 150 entrepreneurs agricoles aux techniques managériales et de 45 acteurs aux techniques de transformation des céréales, la réalisation de quatorze (14) infrastructures de stockage et de conservation et l'appui à l'organisation de 22 journées promotionnelles à travers le Burkina Faso. Quant au Code des investissements agricoles, un projet de loi y relatif a déjà été soumis à l'appréciation du Conseil des ministres. Son affinement et sa réintroduction dans le circuit de la législation nationale sont en cours. Relativement à la prise en compte des acteurs non-étatiques dans l'élaboration du PNSR 2, il faut mentionner la tenue de la cérémonie de lancement de la régionalisation du PNSR, le mardi 04 avril 2017 à Ouahigouya. Les concertations se sont poursuivies dans toutes les régions du pays, du 19 au 21 avril 2017. Pendant cette phase de régionalisation, les acteurs non étatiques étaient fortement représentés par les Organisations professionnelles agricoles et les Chambres régionales d'agriculture, le Secteur privé rural les Organisations non gouvernementales, et les Associations de développement. Instrument privilégié de dialogue entre le chef de l'Etat et les producteurs, la JNP s'est également exportée dans d'autres pays comme le Mali, le Niger et le Togo. Ce qui témoigne, une fois de plus, de la pertinence et du bien-fondé de cet événement. Pour un rayonnement plus

important du label et pour une efficacité plus grande dans l'organisation de la JNP, des innovations seront introduites. Il s'agira de transformer l'évènement en biennal, de créer un Secrétariat Permanent de la JNP pour l'organisation et la coordination du suivi et de l'évaluation des engagements et des recommandations, puis de déterminer à l'avance le thème de la JNP lors des éditions en cours. J'invite tous les acteurs à apporter leur pierre au renforcement des acquis de la JNP. Vive le secteur rural ! Vive la JNP !



Communiqué

Incident entre le journaliste Guézouma Sanogo et un agent de sécurité à l'ouverture de la Journée nationale du paysan : les regrets du ministre en charge de la Communication

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Journée nationale du paysan (JNP), ce vendredi 12 mai 2017, un journaliste de la RTB Radio, Guézouma Sanogo et un agent de la sécurité ont eu une altercation.

Suite à l'incident, le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgance Dandjinou, est allé, au nom du Premier Ministre, Paul Kaba Thiéba, soutenir et encourager le journaliste Sanogo en présentant les regrets du gouvernement.

Le ministre Dandjinou a réaffirmé toute l'importance que le gouvernement accorde au travail des hommes et femmes de médias

burkinabè, tout en saluant le bon esprit des journalistes qui, malgré l'incident, ont poursuivi la couverture de la cérémonie d'ouverture de la JNP.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ

CABINET



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

N°2017-⁰⁵⁸⁰/MSECU/CAB

Ouagadougou, le 12 MAI 2017

COMMUNIQUE

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité communique :

Le public Burkinabè, en particulier celui de la ville de Ouagadougou, est informé que le mardi 16 mai 2017 aura lieu un exercice de simulation de deux (02) attaques terroristes simultanées à l'Hôtel Azalaï et à l'ex Hôtel Rayis sis à Gounguin. Ces attaques qui seront gérées respectivement par la Gendarmerie et la Police Nationale vont occasionner des coups de feu pour les besoins de la cause.

Le gouvernement invite par conséquent la population à ne pas paniquer et à vaquer paisiblement à ses occupations tout en collaborant avec les Forces de Sécurité, seul gage pour un Burkina paisible et sûr.

Pour le Ministre d'Etat et par ordre
le Directeur de Cabinet



Le Ministre
d'Etat **Clément OUONGO**
Chancelier de l'Ordre National



ANNONCE



Sous le patronage du Ministre du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



EDITION 2017

**THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
DE L'AGROALIMENTAIRE**



Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Stagiaire Administration des Ressources Humaines Internationales – Paris

Description

Département: RH

Position: Stagiaire Administration des Ressources Humaines Internationales – Paris

Durée du contrat : 6 mois

Lieu: Paris 9ème

Date de démarrage: Juillet 2017 (flexible)

I. ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des

programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 490 projets par an auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 190 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 300 staff internationaux et 4300 staff nationaux.

II. Profil Pays

Le siège d'ACTED s'est installé à Paris en 2000 dans le but de coordonner les interventions de l'organisation à l'échelle mondiale.

Aujourd'hui le siège est composé de 60 personnes dans les départements RH, Finance, Reporting, Audit, HUB logistique et Communication. Ces départements apportent leur soutien aux 30 Directions Pays ainsi qu'aux 3 Directions régionales, comprenant près de 400 expatriés et plus de 4000 salariés nationaux.

III. Profil de poste :

Au sein du pôle Administration du Personnel du département RH, le/la stagiaire prend part à la gestion administrative

des collaborateurs expatriés et siège de l'ONG, de leur entrée à leur sortie.

Il/elle évolue dans un environnement international et dynamique.

Il/elle est en lien au quotidien avec les expatriés des 35 pays d'intervention d'ACTED.

Ses missions principales seront:

Gestion administrative des expatriés et des salariés siège de l'ONG

Constitution et tenue des dossiers du personnel

Rédaction des CEV (contrats d'expatriés volontaires)

Appui à la rédaction des contrats et des avenants des salariés expatriés et siège

Participation au recensement des éléments de paie (temps de travail des salariés expatriés, absences, congés...)

Gestion des processus d'entrées et de sorties (DPAE, affiliation mutuelle, radiation...)

Suivi des visites médicales (embauche, périodique, suivi renforcé...)

Gestion des notes de frais

Distribution des tickets restaurant aux salariés siège

Suivi des tableaux d'indicateurs RH et fichiers de reporting

Les missions pourront être évolutives en fonction de l'actualité du département et des capacités du stagiaire.

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

<p>Ville P a r i s de travailler avec des populations internationales</p> <p>Expériences /</p> <p>Formation du candidat Avoir des missions larges et un impact concret sur des enjeux internationaux</p> <p>Formation généraliste ou RH</p> <p>Disponible 6 mois (stage ou année de césure, pas d'alternance) Faire partie d'une équipe jeune et dynamique qui place la qualité au centre de son travail</p> <p>Compétences :</p> <p>Niveau d'anglais au minimum courant Français / Anglais</p> <p>Rigoureux, capacité d'écoute et de prise de décision Fonctions A u t r e , Ressources Humaines</p> <p>Fort esprit d'équipe et dynamisme Activités A u t r e , Ressources Humaines, Social</p> <p>Flexibilité et capacité de gérer un environnement générateur d'urgences Pays Europe, France</p> <p>Vous recherchez : Contrat S t a g e</p> <p>Unstageenressourceshumaines très formateur avec une forte dimension internationale</p> <p>Un stage qui vous permette</p>	<p>Tickets Restaurant</p> <p>Remboursement de 50% du titre de transport</p> <p>Documents à envoyer</p> <p>Merci de nous faire parvenir votre candidature en français : CV et lettre de motivation à l'adresse suivante : jobs@acted.org</p> <p>REF: ADPI/H (merci de faire uniquement apparaître cette référence en objet de votre e-mail)</p> <p>Pour plus d'informations, rendez-vous sur http://www.acted.org</p> <p>Email de la personne contact jobs@acted.org</p> <p>Date de fin de validité 11/06/2017</p> <p>Salaire / Indemnité</p> <p>Indemnité de stage : minimum légal en vigueur (554,40 € par mois)</p>	<p>Durée du contrat 6 mois</p>
---	--	---------------------------------------



Avis de recrutement

Poste: Chargé de support administratif et légal aux ONGI / Administrateur Général du CCO - RCA

Description

Titre de Poste: Chargé de support administratif et légal aux ONGI / Administrateur Général du CCO

Type de Poste: Personnel International / Expatrié

Statut : Consultant

Contrat de prestations d'une durée de 12 mois, reconductible

Localisation : Bangui - République Centrafricaine (RCA)

Le consultant sera basé à Bangui au CCO mais pourra être amené à se déplacer à l'intérieur du pays pour des missions courtes

Employeur : Le Comité de Coordination des ONGI (CCO) en RCA

Superviseur : Le Coordinateur du CCO

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Prise de fonctions : 1er Juin 2017 (voire au plus vite)

1/ INTRODUCTION.

Le CCO est une association nationale reconnue par les autorités centrafricaines qui compte, au 01/04/2017, 47 ONG internationales membres, dont 43 membres actifs.

Le CCO vise à assurer/renforcer, de manière indépendante, la coordination entre les ONGI membres, les autorités locales et nationales, les Nations Unies, les bailleurs de fonds, les représentations diplomatiques et les partenaires externes. Il facilite un meilleur partage d'information, d'expertise, la mise en place de lignes directrices et le respect des principes fondamentaux pour une utilisation plus coordonnée, efficace et efficiente des ressources de l'aide humanitaire, de relèvement et de développement en réponse aux besoins des populations de la RCA.

Les activités du CCO sont développées statutairement autour de 5 piliers :

Information / Plateforme d'Echanges

Coordination/Représentation

P l a i d o y e r

C o m m u n i c a t i o n

Accès / Sécurité / Protection des populations civile

Les activités sont soutenues et

financées par la DG ECHO, la Coopération Suisse (DDC), l'ONG Welthungerhilfe (WWH) et les cotisations des ONGI membres

2/ RESPONSABILITE DU POSTE DE CHARGE DE SUPPORT ADMINISTRATIF & LEGAL AUX ONG / ADMINISTRATEUR GENERAL :

Le Consultant Chargé de support administratif et légal, placé sous la responsabilité directe du Coordinateur du CCO auquel il répond directement, a pour mission première d'appuyer les ONGI membres du CCO dans leurs démarches administratives – RH, fiscales, logistiques – et légales.

A l'interne, il est chargé de la supervision des équipes support du CCO – l'Administrateur, l'Assistant Logistique et indirectement des gardiens, chauffeurs, jardinier et agent d'entretien – et de s'assurer du respect des règles de bonne gouvernance du CCO ainsi que des procédures administratives, financières, RH et logistiques conformément aux règlements intérieurs du CCO et aux subventions / contrats bailleurs signés par le CCO.

Il est l'adjoint du coordinateur et exerce la supervision de l'ensemble des activités et des personnels du bureau permanent en l'absence de ce dernier ainsi que l'intérim sur ses fonctions d'animation des membres / de facilitation des échanges et de la circulation des informations / de

coordination et représentation des membres et du CCO.

Ses responsabilités sont les suivantes :

Information / Plateforme d'échanges

Assure la transmission systématique des informations reçues et expédiées au CCO dans son domaine de compétence aux membres, y inclus l'intégralité des comptes rendus internes ou externes et/ou des textes reçus des institutions centrafricaines ;

Maintient à jour la liste de contacts des membres du groupe de travail Administration (GTA) du CCO et la partage aux membres proprement dit ;

Participe de manière systématique aux réunions du cluster Logistique et/ou du Sous-Cluster ETC de sorte à assurer une synergie entre ces instances de coordination et des dynamiques complémentaires de résolution des difficultés rencontrées ;

Met en place et anime, via le site internet du CCO, un forum d'échanges dont le but est de capitaliser les expériences des membres et d'augmenter leur connaissance en matière de règles et procédures administratives et légales.

Coordination / Animation des membres / Représentation

Participe de manière systématique aux réunions du

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

GTA du CCO ou aux réunions Ad-hoc organisée sur des thématiques relevant de son champ de compétences ;

Co-organise, anime ou co-anime les réunions internes dites du GTA du CCO (au minimum bimensuelles) ;

Facilite l'émergence de stratégies et positions communes en vue de la résolution des problèmes rencontrés par les ONGI ;

Anime la communauté de pratiques – constituée par les membres du GTA – et, selon les points d'éclaircissement à obtenir et positions définies, met en place des « task-force » chargées d'éditer des courriers destinés aux administrations / départements techniques concernés sur les problèmes rencontrés, des demandes de rendez-vous pour obtenir des clarifications sur l'interprétation des textes et une formalisation par ces services, afin de confirmer les pratiques/démarches à effectuer et de les distribuer aux membres afin de garantir une bonne application de la loi par les ONGI membres.

Veille à ce que ces positions définies en groupe de travail Administration du CCO soit présentée aux membres du Comité Exécutif et/ou du CCO en plénière pour validation ;

Représente les positions définies au sein du GTA, du Comité Exécutif ou de la plénière du CCO

Accompagne sur demande

des ONGI leurs responsables lors d'entretien de conciliation de sorte à assurer une représentation ONGI

Participe à toutes les réunions avec les Autorités / départements techniques de l'Etat qui concerne des questions de démarches administratives, procédures d'accréditation, d'enregistrement ou toutes procédures générant des impacts administratifs / logistiques et opérationnels d'importance pour les ONGI membres du CCO ;

Ouvre pour assurer une collaboration effective et positive entre les ONGI internationales et les représentants de l'autorité de l'Etat tout en ayant à cœur des objectifs fondamentaux complémentaires, l'amélioration de redevabilité au regard de l'Etat centrafricain et des relations de travail entre ONGI et représentants de l'Etat, l'amélioration de la réponse aux besoins des populations et la défense des principes d'actions des ONGI ;

Assistance

Veille à la contractualisation et à la mise à disposition pour les ONGI membres d'un juriste/avocat ou d'un cabinet local de juristes/avocats pour des conseils et de l'expertise juridique.

Organise et anime (co-anime) de sessions de conseils légaux par le cabinet autour

des sujets et questions sélectionnés par les membres.

Supervise l'édition par l'avocat / le cabinet d'un compte-rendu des questions & réponses apportées dans le cadre de ces sessions de conseil ;

Supervise l'élaboration d'une base de données de conseils qui constitue la compilation des comptes rendus des questions / réponses / conseils légaux selon la trame définie qu'il distribue aux membres non seulement après chaque session de conseil et met en ligne sur le site du CCO (accessible aux membres uniquement)

Veille à ce que des études ou démarches soient effectuées autour des questions posées / problèmes rencontrés qui s'avèrent récurrent.

En cas de problèmes juridiques / judiciaires / légaux rencontrés par le CCO, supervise la résolution des problématiques – en lien avec le coordinateur – et guide l'avocat / le cabinet contracté dans les démarches à effectués, et suis ces démarches dont il rend compte au Coordinateur et au Comité Exécutif du CCO.

Assiste les ONGI membres dans la résolution de leurs problématiques et/ou tracasseries administratives

Anime le réseau des points focaux ONG des ministères et des départements techniques qui seront désignés suite aux demandes et plaidoyers

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

effectuées avec ces points focaux en les faisant participer au GTA et/ou aux sessions de conseils ;

Soutient la création d'un cadre légal propice aux ONGI en intervenant auprès des autorités compétentes, bailleurs et autres interlocuteurs clés pour défendre la notion d'un cadre légal protecteur pour les ONG tout en soutenant le respect de leurs obligations légales – la reddition des comptes particulièrement -.

Recherche / propose des solutions concrètes aux tracasseries rencontrées et anime en lien avec le chargé de plaidoyer communication du CCO les plaidoyers défendant de telles solutions.

C a p i t a l i s a t i o n

Coordonne l'élaboration, la mise à jour, l'édition et la distribution de brochures et/ou guides de procédures et de formalités sur les démarches administratives et légales applicables aux ONG, a fortiori les ONGI internationales membres du CCO, et/ou sur des questions spécifiques, administratives, fiscales, RH et/ou logistique et/ou sur des départements techniques de l'Etat

Elabore, mets à jour et diffuse auprès des ONGI membres des outils qui leur permettront de mieux maîtriser leur environnement administratif et légal. Ces supports et outils sont par exemple une base de données des tracasseries

administratives, légales et/ou policières en vue d'un suivi des cas ou des démarches de résolution réalisées et surtout de plaidoyers pour cette résolution et la fin de ces tracasseries, la base de données des conseils légaux répondant aux questions formulées par les membres, un forum d'échange sur internet pour les membres du groupe de travail admin du CCO ainsi qu'une "banque" de ressources admin/légale sur le site internet du CCO accessible à ces membres.

Gestion administrative et logistique du bureau permanent du CCO:

S'assure que l'ensemble des tâches suivantes soient réalisées par les personnels en charge – administrateur, assistant logistique, etc. – ou prend en charge la réalisation de ces tâches en leur absence – considérant que le CCO reste un projet à taille humaine d'une complexité toute relative en termes log-admin – :

Gestion administrative du personnel; Gestion financière / Trésorerie / comptabilité; Suivi budgétaire / financements; Gestion administrative du bureau permanent; Gestion de l'approvisionnement; Gestion du parc véhicules; Gestion du parc équipement / télécommunication; Gestion et suivi du parc informatique; Gestion des stocks

Pour postuler :

Envoyer un Curriculum Vitae ainsi qu'une lettre de motivation démontrant que vous avez le profil recherché au plus tard le 31 mai 2017 adressé au Coordinateur du CCO sur les adresses suivantes :

E-mail : coordonateurcco.rca@gmail.com

Ville B a n g u i

Expériences / Formation du candidat

Minimum de 5 ans d'expérience comme Administrateur Général (Coordinateur Administratif) ou membre du département légal d'une ONGI ou OI ;

Expérience internationale au sein d'une ONGI indispensable ;

Une expérience démontrée en gestion de problématiques légales et/ou de tracasseries administratives

Une expérience en gestion financière, administrative et RH, et particulièrement en gestion de contrats de subventions bailleurs ;

Compétence documentée dans l'élaboration de demandes de financements, de trésorerie, de budgets, suivis et rapports financiers ;

Connaissance en droit du travail et/ou de la législation locale un plus ;

Compétence démontrée

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

de communication et négociation interpersonnelles ;

Une expérience de travail en RCA serait un atout ;

Connaissance en informatique ;

Français et Anglais courant, parlé et écrit

Fonctions **Coordination, Gestion de projet, Organisation, Administration, Ressources Humaines**

Activités **A p p u i institutionnel, Décentralisation, Autre, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines**

Pays **Afrique, Centrafrique**

Contrat **C D D**

Date de validité **de fin de 31/05/2017**



Avis de recrutement

Poste: **Chargé(e) d'investissements – Luxembourg**

Description

L'ONG ADA joue un rôle de premier plan dans le secteur de la finance inclusive. Depuis plus de 20 ans, ADA renforce des institutions de microfinance et des associations professionnelles grâce à des projets d'appui technique et financier. L'objectif de ADA est de promouvoir le développement autonome des populations exclues des services financiers traditionnels.

Vous intégrerez ADA en vue de renforcer l'activité de conseil en investissement de ADA et de contribuer à la croissance des institutions de microfinance afin de mieux répondre aux besoins des populations exclues des services financiers.

R e s p o n s a b i l i t é s

Identifier des opportunités de partenariat financier avec des institutions de microfinance (IMF)

Réaliser les Due Diligence des potentiels partenaires

Mener les négociations avec les institutions

Préparer les dossiers d'investissement sur base de l'analyse financière et sociale des institutions

Réviser l'ensemble des documents légaux

Assurer le suivi d'un portefeuille d'investissements suivant une répartition par zones géographiques : le chargé d'investissement sera en charge d'un portefeuille d'investissement en Amérique Latine

Participer à certains événements clés du secteur (foires aux investisseurs, conférences)

Développer des relations de partenariat en particulier avec d'autres acteurs du secteur

Ville **L u x e m b o u r g**

Expériences / Formation du candidat

Votre profil

Diplôme universitaire à orientation finance/économie

3-4 ans minimum d'expérience en microfinance

Maîtrise de l'analyse financière d'Institutions de microfinance

Compétences en gestion des risques

Excellentes capacités d'analyse et de synthèse

Capacités de négociation

Expérience professionnelle au sein d'un fonds d'investissement spécialisé en microfinance et/ou agence de rating en microfinance est un atout

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

Idéalement connaissance des marchés de microfinance en Amérique Latine

Outils informatiques: maîtrise des outils bureautiques (MS office)

Langues parlées

Espagnol, anglais et français courant indispensables

Qualité du candidat

Rigueur, autonomie, esprit de synthèse, force de proposition, intérêt pour la microfinance,

esprit d'équipe, disponibilité pour voyager (30% du temps)

Fonctions **Coordination, Gestion de projet**

Activités **Economie, Finance, Administration**

Pays Europe, Luxembourg

Contrat C D I

Durée du contrat

C D I

Nom de la personne contact

Sylvie Marquagnies

Email de la personne contact **recrutements@ada-microfinance.lu**

Date de fin de validité **31/05/2017**



Avis de recrutement

Poste: **Bénévole Administration & Comptabilité**

Accueil » Bénévole Administration & Comptabilité

Description

C o n t e x t e

Passerelles numériques (PN), association à but non lucratif, s'est donnée pour mission de permettre à des jeunes très défavorisés d'accéder, grâce à leurs capacités et à leur volonté, à une éducation et à une formation technique et professionnelle, dans le secteur du numérique. Nous œuvrons pour leur construire une véritable employabilité

qui leur permettra, ainsi qu'à leur famille, d'échapper durablement à la pauvreté, et de contribuer au développement socio-économique de leur pays.

Présente au Cambodge, aux Philippines et au Vietnam, elle forme actuellement 418 étudiants. PN opère avec près de 100 salariés basés dans les différents pays et une petite structure en France. Depuis 2005, 1 861 jeunes talents ont terminé avec succès leur formation.

Passerelles numériques fonctionne grâce au soutien financier et de compétence de nombreux partenaires, tels que Accenture, ou Econocom, et bénéficie également du soutien de donateurs individuels.

Vos futures responsabilités

En collaboration avec notre responsable finance basé à Phnom-Penh et l'équipe basée à Paris, le/la bénévole est principalement responsable de la tenue de la comptabilité, de la gestion administrative et sociale et du paiement des prestataires de la structure France, ainsi que du règlement des cotisations sociales des contrats expatriés et du remboursement des notes de frais.

Social France

Paie: Elaboration des données de la paie et envoi au cabinet traitant la paie. Règlement des salaires, des charges sociales non prélevées,

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Gestion des arrêts maladie / maternité,

Remboursement des notes de frais des bénévoles et salariés,

Gestion du contrat de mutuelle,

Médecine du travail : déclaration et suivi des visites,

Règlement des cotisations pour la formation et la médecine du travail.

Administration sociale VSI (Volontaires de Solidarité Inter-nationale) et Expatriés

Règlement des indemnités VSI payées de France,

Remboursement des voyages annuels VSI, notes de frais et de déplacement du personnel expatrié,

Suivi des prélèvements des cotisations sociales / assurance des expatriés.

Levée de fonds/Partenariats

Remboursement des frais de déplacements des bénévoles (de compétences),

Suivi des dons reçus en France.

T r é s o r e r i e

Approvisionnement des entités PN en Asie selon les besoins exprimés,

Prévisions de trésorerie de PN France,

Relations avec les banques françaises.

B u d g e t

Elaboration du budget de PN France.

Enregistrement comptable

Saisie dans le logiciel comptable (Cegid) de toutes les opérations de PN France,

Archivage des pièces, électronique et physique,

Réconciliation mensuelle des informations de la banque avec la comptabilité,

Analyse mensuelle des comptes de la classe 4.

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Notions de base de comptabilité (la connaissance de logiciels de comptabilité est un plus (outil utilisé : Cegid)).

Langues parlées

Anglais souhaitable.

Qualité du candidat

Qualités d'anticipation, d'organisation, de rigueur et sens critique.

Fonctions Organisation, Administration

Activités Animation, Formation, Education, Economie, Finance, Administration

Pays Europe, France

Contrat B é n é v o l a t

Durée du contrat

B é n é v o l a t

1 jour par semaine

Documents à envoyer

Merci d'envoyer CV et lettre de motivation à missions@passerellesnumeriques.org, avec l'intitulé du poste dans le sujet du message.

Email de la personne contact missions@passerellesnumeriques.org

Date de fin de validité 30/06/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Technicien logistique pour l'unité d'urgence Piscine (position basée sur le terrain)

Description

CONTEXTE GENERAL

Médecins Sans Frontières est une organisation internationale, axée sur l'action humanitaire médicale indépendante, l'aide aux populations dans le besoin, aux victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine et aux personnes touchées par les conflits armés, sans discrimination et indépendamment de leur race, de religion, croyance ou affiliation politique (Charte MSF).

Les opérations sont mises en œuvre par les équipes de terrain et les équipes de coordination de la mission; ainsi que les unités d'organisation basée à Barcelone, Athènes et décentralisée à Nairobi, Dakar et Amman. Les opérations sur le terrain sont guidés et soutenus par 4 cellules opérationnelles, l'Unité d'urgence et d'autres ministères à l'appui des opérations, y compris le service logistique.

Les interventions d'urgence relèvent de la responsabilité du Département des opérations, en particulier l'Unité d'urgence (UE).

Le plan opérationnel canalise la plupart de ses énergies et capacités à-salles fournissant de sauvetage et des soins complets aux victimes de

conflits graves et de longue durée et à la violence, mettant l'accent sur les interventions de haute qualité et la sécurité et la dignité des patients. Ce faisant, OCBA aura la réponse d'urgence aux besoins aigus à l'avant-garde de nos priorités organisationnelles et de la culture, dans une gamme de 20 à 30% de notre volume opérationnel.

Nous allons continuer à améliorer les interventions d'urgence en temps opportun et approprié dans les conflits, aux épidémies et aux crises nutritionnelles aiguës.

EMPLOI ET CONTEXTE OBJECTIF GÉNÉRAL

Hiérarchiquement au chef de l'unité d'urgence (REUE) et / ou son adjoint, et fonctionnellement sous la responsable logistique à base de cellules opérationnelles (TELOUE), (S), il fait partie d'une équipe composée d'environ 20 personnes de MSF OCBA « L'équipe d'urgence », ou à la piscine d'urgence. Une intervention typique est composée d'un coordonnateur général d'urgence, les coordonnateurs médicaux / logistique / financière d'urgence et médicaux / logistique / techniciens financiers. (S), il sera chargé de soutenir les activités logistiques pour MSF OCBA dans le domaine, en assurant une réponse appropriée.

PRINCIPALES RESPONSABILITES ET GROUPES

Pour garantir le respect de la politique humanitaire générale de OCBA

Afin d'assurer le plus haut niveau de qualité possible de l'intervention conformément aux médicaux, logistiques, politiques de ressources financières, humaines et de la communication de OCBA

Afin d'assurer un déploiement logistique rapide et qualifié du plan d'intervention.

Pour assurer que tous les moyens logistiques pour la mise en œuvre correcte des directives de sécurité.

Dans l'ensemble contribuer à développer l'expertise de OCBA.to mener des activités de soutien logistique au niveau du siège et des bureaux régionaux d'urgence en cas de besoin

ACTIVITÉS PRINCIPALES

Réponse aux urgences

La préparation et la conduction des missions exploratoires pour MSF OCBA

Mettre en œuvre des activités techniques logistiques dans l'intervention d'urgence

Soutenir les missions régulières CMT dans la révision du PPE une fois l'intervention terminée.

La suite à la page 29

JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

Rapport régulièrement au coordonnateur de la logistique d'urgence dans les progrès et les contraintes sur les opérations logistiques.

Préparation aux urgences

Participer à la préparation des séances de formation organisées par MSF OCBA fournissant des conseils techniques sur la gestion des urgences (planification, manuels, matériaux ...).

Fournir un appui technique pour organiser des situations d'urgence en utilisant les ressources disponibles dans la mission.

Participant à la mise à jour et l'adaptation des stocks d'urgence (BXLLS et régional)

Participer à la mise à jour et l'adaptation des outils (manuels, matériaux).

C O N D I T I O N S

Basé sur le terrain lors des interventions. Basé à la maison pendant les périodes de veille

Salaire défini par la grille salariale MSF-Espagne (piscine conditions UE, IRP2):

Salaire de la position selon IRPII (standard à l'ensemble du personnel)

Achèvement Bonus: 1,5 mois après la fin des

congés payés de 12 mois périodes de repos: 25 jours de vacances (standard à tout le personnel)

R & R entre les affectations

congés payés supplémentaires: 20 jours de congés payés / an

Engagement: 1 an minimum.

COMMENT S'INSCRIRE:

Pour appliquer, tous les candidats doivent envoyer leur CV s'il vous plaît et couvrir lettre de motivation sous la référence « Connexion technicien de l'unité d'urgence Piscine » à: recruitment-bcn@barcelona.msf.org

S'il vous plaît soumettre votre CV et lettre de motivation dans un seul fichier et nommez le fichier avec votre nom.

Date de clôture: 31 mai 2017

Les réponses ne seront envoyés aux candidats présélectionnés.

Médecins Sans Frontières, en tant qu'employeur responsable, en vertu de l'article 38 de la « Ley de Integración Social del Minusválido de 1982 (LISMI) » inviter les personnes ayant une déficience reconnue et ayant un intérêt dans le domaine humanitaire pour demander la position mentionnée ci-dessus.

Expériences / Formation du candidat

L'éducation, et les compétences

L'expérience de MSF de 15 mois minimum ou 3 missions et de préférence en cas d'urgence et / ou le contexte d'insécurité. Sinon, l'expérience dans d'autres organisations similaires seront considérées.

Expérience en gestion d'équipes logistiques

Courant (les maîtriser comme langue de travail) dans deux des trois langues suivantes: espagnol, anglais et / ou français. D'autres langues sont un atout.

Bonne connaissance dans les principales familles logistiques (WH & S, contrôle vectoriel, la chaîne du froid, les télécommunications, les distributions de secours, des abris, Opérations aériennes, approvisionnement, etc.)

Ayant suivi technique cours (WEDEC / CCM / ETC) sera considérée comme un plus.

Maîtrise de soi

Qualité et Orientation vers les résultats

Utilisateur interne et / ou de fin d'orientation du bénéficiaire

Le leadership et la capacité de former et de gérer le personnel.

compétences analytiques et la vision stratégique.

communication démontrée, les rapports et les compétences

La suite à la page 30

JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

organisationnelles.

La flexibilité et la capacité de travailler sous pression.

Capacité de former, mobiliser et gérer à la fois le personnel international et national.

Langues parlées

Courant (les maîtriser comme langue de travail) dans deux des trois langues suivantes: espagnol, anglais et/ou français. D'autres langues sont un atout.

Fonctions Technicienspécialiste

Activités S a n t é

Pays A f r i q u e , Amérique latine, Asie

Contrat C D D

Durée du contrat

Engagement: 1 an minimum.

Salaire / Indemnité

Salaire défini par la grille salariale MSF-Espagne (piscine conditions UE, IRP2):

Salaire de la position selon IRPII (standard à l'ensemble du personnel)

Achèvement Bonus: 1,5 mois après la fin des congés payés de 12 mois

Documents à envoyer

Pour appliquer, tous les candidats doivent envoyer leur CV s'il vous plaît et couvrir lettre de motivation sous la référence « Connexion

technicien de l'unité d'urgence Piscine » à: **recruitment-bcn@barcelona.msf.org**

S'il vous plaît soumettre votre CV et lettre de motivation dans un seul fichier et nommez le fichier avec votre nom.

Email de la personne contact recruitment-bcn@barcelona.msf.org

Date de fin de validité 31/05/2017

Brève

RCA: nouvelle attaque dans la ville de Bangassou

Au lendemain de la cérémonie en hommage aux cinq casques bleus tués en début de semaine dans le sud de la Centrafrique, un nouveau casque bleu a péri, ce samedi 13 mai, lors d'une nouvelle attaque, à Bangassou, par des comités d'autodéfense. La base de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) était toujours encerclée par les assaillants, en fin de matinée, dans cette ville du sud-est du pays.

Source RFI



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

13/05/2017 AU 20/05/2017 Groupe II

1	Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	28	Rood Wooko
2	Amaro	25 34	15	Jabnéel	25 44 78 70	25 30 88 90	
33 28			16	Jourdain	25 36 06 86	29	Sangoulé Lamizana
3	Ar-rahma	25 35 09 86	17	Karpala	25 37 14 14	25 41 13 00	
4	Augustine	25 37 61 00	18	Koulouba	25 31 19 18	30	Schifeyi 25 40 27 42
5	Barwende	25 40 85 90	19	La Famille	25 43 06 85	31	Sig-Noghin 25 35 09 77
6	Boulmiougou	25 43 12 68	20	Marlass	78 55 00 52	32	Sigri 25 41 21 48
7	Cité An III	25 33 19 66	21	Martin	25 50 84 59	33	Sud 25 38 42 82
8	Dapoya	25 31 32 01	22	Meteba	25 33 53 33	34	Talba 25 36 22 25
9	Delwindé	25 36 72 80	23	Nayyira	25 48 18 41	35	Tanko 25 35 15 57
10	Denisa	71 82 76 60	24	Neima	25 35 56 82	36	Univers 25 41 99 65
11	Faso	25 38 19 29	25	Nemadis	25 37 30 41	37	Wati 25 38 52 92
12	Flayiri	25 40 73 44	26	Progrès	25 43 01 62	38	Yobi 25 31 16 30
13	Hamdalaye	25 34 36 94	27	Providence	25 31 86 48		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO